

Politique énergétique : il est nécessaire de la revoir

Eduard Kiener – 14 décembre 2022

*Le texte qui suit est une version abrégée et légèrement modifiée d'un article sur la Stratégie énergétique 2050, paru sous le titre « **L'énergie nucléaire pourrait résoudre le problème** » dans l'Aargauer Zeitung du 13 décembre 2022.*

Avec la *Stratégie énergétique 2050* adoptée lors du référendum de 2017, la politique énergétique a été réorientée vers la sortie progressive de l'énergie nucléaire. La disparition de l'électricité d'origine nucléaire – environ 40% de la production d'électricité suisse ou 10% de la consommation totale d'énergie – devrait être remplacée par de l'électricité produite à partir de sources renouvelables, c'est-à-dire l'hydraulique, le photovoltaïque, l'éolien, la biomasse et peut-être aussi la géothermie.

En novembre 2020, le Conseil fédéral a encore considérablement accentué les défis de la politique énergétique avec l'exigence de neutralité climatique (zéro émission nette), confirmée par le Parlement au niveau législatif en septembre 2022. D'ici 2050, les agents fossiles, pétrole, gaz naturel et charbon, soit 60% de la consommation d'énergie, doivent être éliminés ou remplacés. Pour des raisons techniques et économiques, cette décarbonation se fera en grande partie avec de l'électricité pour les pompes à chaleur, pour l'électromobilité et avec des carburants de synthèse. Selon les nouvelles *Perspectives énergétiques 2050+* optimistes, la consommation d'électricité devrait augmenter de 27% pour atteindre 84 TWh d'ici le milieu du siècle. Étant donné que la production d'hydroélectricité est déjà largement développée (mais restera essentielle à l'exploitation sûre du système électrique), les nouvelles sources d'énergie renouvelables, photovoltaïque, éolienne et biomasse, devront devenir le deuxième pilier de l'approvisionnement énergétique futur. Leur expansion déterminera le succès ou l'échec de la transition énergétique et de zéro émission nette.

Dans les *Perspectives énergétiques 2050+* figure un besoin de nouvelle production d'électricité renouvelable de 39 TWh d'ici 2050 ; en 2021, cette contribution n'a été que de 5 TWh. Les taux de croissance annuels insuffisants devraient être multipliés dans une mesure qui semble difficilement possible en raison des coûts d'investissement, du manque de volonté d'investir, du manque de spécialistes, de la rareté de l'approvisionnement en équipements et en matériel, des problèmes d'octroi de licences et des connexions au réseau en partie retardées. Même les systèmes photovoltaïques alpins annoncés n'y changeront rien. L'extension nécessaire du système (stockage, réseau) n'est pas non plus garantie.

Même si l'objectif de 39 TWh d'électricité produite à partir de nouvelles sources d'énergie renouvelables devait être atteint en 2050, l'approvisionnement énergétique ne serait pas assuré. Les *Perspectives énergétiques 2050+* ont deux défauts fondamentaux : elles ne donnent que des bilans annuels et supposent qu'il sera toujours possible d'importer suffisamment d'électricité. La dépendance étrangère risquée reste élevée et, sans l'énergie nucléaire, s'élèverait encore à 9 TWh soit 20% de la consommation durant les mois d'hiver en 2050.

Les développements jusqu'à présent montrent clairement que même les hypothèses et les promesses de la *Stratégie énergétique 2050* étaient irréalistes ; cela s'applique *a fortiori* à la volonté de zéro émission nette. Ni un approvisionnement énergétique sûr ni la neutralité climatique ne peuvent être atteints d'ici 2050 avec le recours aux seules sources d'énergie renouvelables. Cela devrait enfin être reconnu par la société et, surtout, par la politique. Ni l'une ni l'autre ne doivent continuer à éluder la question cruciale :

Nos priorités doivent-elles porter sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire, ou sur la sécurité d'approvisionnement et la protection du climat ? On ne peut pas tout avoir en même temps.

La sortie progressive de l'énergie nucléaire est la plus grande faiblesse de la politique énergétique. Elle entraîne non seulement des risques supplémentaires pour l'approvisionnement, mais elle est désavantageuse aussi bien économiquement que pour le climat, comme le montrent les études de l'Institut Paul Scherrer. Malheureusement, leurs résultats sont passés sous silence, probablement parce qu'ils ne conviennent pas à la politique et à l'administration. L'énergie nucléaire est avantageuse en termes d'économie énergétique, car elle produit une énergie de ruée à forte teneur hivernale, a les émissions spécifiques de gaz à effet de serre les plus faibles après l'hydroélectricité et permettrait une transition énergétique plus rentable et plus rapide. Cependant, l'opposition politique aux nouvelles centrales nucléaires restera forte, car elles continuent d'être diabolisées.

Les arguments contre la poursuite à long terme de l'utilisation à long terme de l'énergie nucléaire sont multiples. La sortie en a été décidée par le Peuple et ne devrait donc pas être touchée. Les électeurs ont évidemment cru les assurances du Conseil fédéral selon lesquelles, avec les mesures proposées, la sortie progressive était réalisable sans difficultés majeures. Personne ne veut construire de nouvelles centrales nucléaires, soulignent les politiciens et l'industrie de l'électricité. Cela changerait probablement si de nouvelles centrales nucléaires étaient à nouveau légalement possibles et que des subventions étaient accordées, qui ne devraient pas avoir à atteindre 60% comme dans le cas des grandes installations photovoltaïques.

Cependant, dire que de remettre en question l'interdiction générale des autorisations est une manœuvre de diversion et qu'il manque les moyens intellectuels et le temps nécessaire pour y faire face, est probablement l'argument le plus absurde de la politique et de l'industrie de l'électricité. Au moins, la pénurie d'électricité redoutée pour les prochains hivers aurait-elle dû faire prendre conscience que l'approvisionnement n'est non seulement pas sûr à court et moyen terme, mais aussi à long terme. Ne pas vouloir consacrer de l'énergie intellectuelle et du temps à l'avenir énergétique relève d'une incapacité crasse.

La mauvaise situation actuelle de l'approvisionnement en électricité ne peut s'expliquer seulement par la situation mondiale et européenne exacerbée par la guerre en Ukraine. Dans une large mesure, elle est due à une incurie domestique, car trop peu a été investi dans l'expansion et la conversion du système électrique au cours des dernières décennies. L'industrie de l'électricité et les politiciens ont supposé que l'électricité requise pourrait continuer à être importée à moindre coût à tout moment dans le futur. C'est maintenant un retour de manivelle.

La Confédération a pris une série de mesures contre une pénurie d'électricité pour les hivers à venir. Ils sont associés à des coûts importants. Pour la réserve hydroélectrique 2022/23 de 400 GWh 296 millions devront être dépensés, la location de 8 turbines à gaz à Birr coûtera 470 millions pendant 4 ans, sans produire un kilowattheure supplémentaire. En outre, il existe d'autres mesures déjà engagées pour un total d'environ 900 millions. Il convient de rappeler ici la fermeture prématurée de la centrale nucléaire de Mühleberg. Elle a été désaffectée en raison de coûts de rénovations à devoir faire prochainement, estimés à 200 millions. Avec ces mises à niveau, la centrale aurait pu être exploitée plus longtemps, fournir 1'500 GWh en hiver et, pendant dix ans, continuer à fonctionner avec un coût supplémentaire de seulement 1 ct/kWh. La décision de démantèlement de 2013, justifiée par l'entrepreneuriat, s'avère aujourd'hui erronée d'un point de vue commercial et énergétique.